

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

BANQUE CHALUS

Société anonyme au capital de 24 345 000,00 Euros  
Siège social : 5, place de Jaude 63000 Clermont-Ferrand  
855 201 018 R.C.S Clermont-Ferrand

A. — Comptes individuels au 31/12/2024.

Arrêtés par le Conseil d'administration de Banque Chalus  
en date du 28 Février 2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30 Avril 2025.

I. — Bilan au 31 décembre 2024.  
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		255 404	271 425
Caisse, banques centrales		15 161	20 416
Effets publics et valeurs assimilées	5	62 375	63 022
Créances sur les établissements de crédit	3	177 868	187 987
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	4	622 440	608 489
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>		13 225	7 991
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	6 862	7 147
Actions et autres titres à revenu variable	5	6 363	844
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>		4 811	4 094
Participations et autres titres détenus à long terme	6	1 201	1 417
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	7	17	10
Immobilisations corporelles	7	3 593	2 667
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE</b>			
<b>ACTIONS PROPRES</b>			
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		18 105	14 669
Autres actifs	8	7 146	7 992
Comptes de régularisation	8	10 959	6 677
<b>Total actif</b>		<b>913 985</b>	<b>906 668</b>

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		80 907	88 785
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	80 907	88 785
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	11	716 109	703 693
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>	12		
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		14 005	12 472
Autres passifs	13	5 607	5 097
Comptes de régularisation	13	8 398	7 375
<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES</b>		5 893	5 544
Provisions	14	5 893	5 544
Dettes subordonnées			
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>		26 219	26 219
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	18	<b>70 852</b>	<b>69 955</b>
Capital souscrit		24 345	24 345
Primes d'émission		4 521	4 521
Réserves		41 089	40 055
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		897	1 034
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>913 985</b>	<b>906 668</b>

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>42 869</b>	<b>40 996</b>
Engagements de financement	20	31 280	37 459
Engagements de garantie	20	11 589	3 537
Engagements sur titres			
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>		<b>309 455</b>	<b>307 562</b>
Engagements de financement	20		
Engagements de garantie	20	309 455	307 562
Engagements sur titres			

## II. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	33	22 411	20 590
Intérêts et charges assimilées	33	-18 882	-16 079
Revenus des titres à revenu variable	34	15	17
Commissions (produits)	35	8 854	8 371
Commissions (charges)	35	-1 147	-1 152
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	5	9
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	-222	-62
Autres produits d'exploitation bancaire	38	144	232
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-46	-229
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>11 132</b>	<b>11 697</b>
Charges générales d'exploitation	39	-12 480	-12 726
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-688	-643
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>-2 036</b>	<b>-1 672</b>
Coût du risque	40	3 170	-300
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 134</b>	<b>-1 972</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	41		
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>1 134</b>	<b>-1 972</b>
Résultat exceptionnel	42		
Impôts sur les bénéfices	43	-237	-44
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			3 050
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>897</b>	<b>1 034</b>

## III. — Annexes.

### Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

**1.1. Cadre juridique et financier.** — La Banque Chalus SA, appartient au réseau de la Fédération Bancaire Française. Elle est entrée depuis le 5 septembre 1997 dans le périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Centre France et du Groupe Crédit Agricole.

Ses statuts sont en harmonie avec l'ordonnance n°2000-912 du 18 septembre 2000, l'ordonnance n°2000-1233 du 14 décembre 2000 et la loi n°2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques.

**1.2. Événements significatifs relatifs à l'exercice 2024.** — Aucun événement significatif n'est à signaler sur l'année 2024.

### Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Banque Chalus sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires.

La présentation des états financiers de la Banque Chalus est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Aucun changement de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent n'est intervenu.

**2.1. Créances et engagements par signature.** — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux

**Créances saines.** — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées ; elles demeurent dans leur poste d'origine.

— Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés : La Banque Chalus constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL » : L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les  *floors*  qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ( "*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Banque Chalus ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La

prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives ("*Forward Looking*") sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Banque Chalus applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

**Dégradation significative du risque de crédit.** — La Banque Chalus apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le *Stage 1* correspond à des ECL à 12 mois, le *Stage 2* correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

### 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en *Stage 2* (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

### 2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *Stage 2*.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*
- L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financiers pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2024, marqué par une dégradation de l'environnement économique global. Dans ce contexte, le Groupe a revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. La Caisse Régionale a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits et a mis à jour le forward looking local appliqué sur les filières considérées à risques.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

**Créances douteuses.** — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Banque Chalus distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

– Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

– Créances douteuses compromises : Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux : Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Banque Chalus par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— **Traitement comptable des dépréciations :** Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque. Conformément au règlement ANC 2014-07, le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte.** — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Banque Chalus le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Créances restructurées.** — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

**2.2. Portefeuille Titres.** — Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1, ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

**Titres de placement.** — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— **Obligations et autres titres à revenu fixe :** Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— **Actions et autres titres à revenu variable :** Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des

couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

**Titres d'investissement.** — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque Chalus dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

**Titres de participation et de filiales.** — Les titres de participation sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

**Prix de marché.** — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent.
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Banque Chalus détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Banque Chalus utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

**Dates d'enregistrement.** — La Banque Chalus enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

**Reclassement de titres.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Banque Chalus n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

**Immobilisations.** — La Banque Chalus applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.



Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Banque Chalus, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	20 ans
Installations techniques	15 ans
Agencements	8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel de bureau	10 ans

Enfin, les éléments dont dispose Banque Chalus sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

**2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.** — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**2.5. Dettes représentées par un titre.** — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif "Dettes subordonnées".

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**2.6. Provisions.** — La Banque Chalus applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

**2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.).** — Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Banque Chalus à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

**2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels.** — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie. Pour la Banque Chalus les instruments financiers ne concernent que des opérations de couverture (micro-couverture et macro-couverture).

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de la Banque Chalus (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07), sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

**Risque de contrepartie sur les dérivés.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, la banque Chalus intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Banque Chalus.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (*Credit Default Swap*) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name S/N*) ou les CDS indiciels ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

**2.9. Engagements hors-bilan.** — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Banque Chalus.

**2.10. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement.** — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. L'intéressement est couvert par l'accord du 26 mai 2023. La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

**2.11. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.**

**Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies.**

La Banque Chalus a appliqué, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, la Banque Chalus provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Banque Chalus applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, la Banque Chalus maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Banque Chalus a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Banque Chalus a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la recommandation,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Au 31 12 2024, les actifs couvrent la totalité des engagements de la Banque Chalus.

**Plans de retraite – régimes à cotisations définies.** — La Banque Chalus est affiliée aux régimes nationaux AGIRC et ARRCO. Ces fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Banque Chalus n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé. Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « frais de personnel ».

**2.12. Charges et produits exceptionnels.** — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Banque Chalus.

**2.13. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale).** — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

**Note 3 — Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
A vue	1 303				1 303		1 303	939
A terme (1)	2 750	8 720	40 586	123 232	175 288	1 277	176 565	187 048
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>4 053</b>	<b>8 720</b>	<b>40 586</b>	<b>123 232</b>	<b>176 591</b>	<b>1 277</b>	<b>177 868</b>	<b>187 987</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>177 868</b>	<b>187 987</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires								
Comptes et avances à terme								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>								
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>								
<b>TOTAL</b>							<b>177 868</b>	<b>187 987</b>

(1) Dont 176 564 k€ avec la Caisse régionale Crédit Agricole Centre France.

**Note 4. – Operations avec la clientèle.****4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	61				61		61	57
Autres concours à la clientèle	23 038	48 983	190 866	360 577	623 464	1 275	624 739	610 076
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	1 625				1 625	37	1 662	6 582
<b>Dépréciations</b>							<b>-4 022</b>	<b>-8 226</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>622 440</b>	<b>608 489</b>

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 712 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 663 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

**4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	412 717	1 606	896	-762	-575	400 436	2 156	875	-774	-493
Agriculteurs	1 514	707	707	-72	-72	1 555	727	726	-94	-94
Autres professionnels	117 041	2 559	2 134	-1 149	-977	121 697	2 420	1 796	-1 081	-877
Clientèle financière	16 830	772		-483		16 803				
Entreprises	77 879	1 821	1 630	-1 556	-1 364	75 728	6 659	6 221	-6 277	-6 063
Collectivités publiques	388					426				
Autres agents économiques	93					70				
<b>TOTAL</b>	<b>626 462</b>	<b>7 465</b>	<b>5 367</b>	<b>-4 022</b>	<b>-2 988</b>	<b>616 715</b>	<b>11 962</b>	<b>9 618</b>	<b>-8 226</b>	<b>-7 527</b>

**Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.**

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				61 475	61 475	62 169
<i>Dont surcote restant à amortir</i>				8 332	8 332	9 260
<i>Dont décote restant à amortir</i>				-510	-510	-470
Créances rattachées				900	900	853
Dépréciations						
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>62 375</b>	<b>62 375</b>	<b>63 022</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (2):						
Emis par organismes publics				1	1	246
Autres émetteurs				6 830	6 830	6 870
<i>Dont surcote restant à amortir</i>				130	130	170
<i>Dont décote restant à amortir</i>						
Créances rattachées				31	31	31
Dépréciations						
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>6 862</b>	<b>6 862</b>	<b>7 147</b>
Actions et autres titres à revenu variable		7 029			7 029	1 287
Créances rattachées						
Dépréciations		-666			-666	-443
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>6 363</b>			<b>6 363</b>	<b>844</b>
<b>TOTAL</b>		<b>6 363</b>		<b>69 237</b>	<b>75 600</b>	<b>71 013</b>
<b>Valeurs estimatives</b>		<b>6 518</b>		<b>57 970</b>	<b>64 488</b>	<b>60 530</b>

**5.1. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	6 831	61 475	7 029	75 335	7 116	62 169	1 287	70 572
<i>Dont titres cotés</i>	6 830	61 475	1 287	69 592	6 870	62 169	1 287	70 326
<i>Dont titres non cotés (1)</i>	1		5 742	5 743	246			246
Créances rattachées	31	900		931	31	853		884
Dépréciations			-666	-666			-443	-443
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>6 862</b>	<b>62 375</b>	<b>6 363</b>	<b>75 600</b>	<b>7 147</b>	<b>63 022</b>	<b>844</b>	<b>71 013</b>
(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante : - OPCVM français : 5 742 milliers d'euros - OPCVM étrangers : 0 millier d'euro								

**5.2. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	500		6 018	313	6 831	31	6 862	7 147
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	500		6 018	313	6 831	31	6 862	7 147
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		2 039	8 796	50 640	61 475	900	62 375	63 022
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		2 039	8 796	50 640	61 475	900	62 375	63 022

**Note 6. – Titres de participation et de filiales.**

— Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés				
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	1	1	1	1
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	1 200	1 200	1 416	1 416
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>1 200</b>	<b>1 200</b>	<b>1 416</b>	<b>1 416</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 201</b>	<b>1 201</b>	<b>1 417</b>	<b>1 417</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>1 201</b>	<b>1 201</b>	<b>1 417</b>	<b>1 417</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	1 201		1 417	
Titres cotés				
<b>TOTAL</b>	<b>1 201</b>		<b>1 417</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>					
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	1				1
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1</b>				<b>1</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	1 416		-216		1 200
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>1 416</b>		<b>-216</b>		<b>1 200</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 417</b>		<b>-216</b>		<b>1 201</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 417</b>		<b>-216</b>		<b>1 201</b>

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	20 617	1 605			22 222
Amortissements et dépréciations	-17 950	-679			-18 629
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>2 667</b>	<b>926</b>			<b>3 593</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	466	16			482
Amortissements et dépréciations	-456	-9			-465
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>10</b>	<b>7</b>			<b>17</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 677</b>	<b>933</b>			<b>3 610</b>

**Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	7 146	7 992
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>7 146</b>	<b>7 992</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	4 422	699
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	85	23
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	765	847
Autres produits à recevoir	5 683	5 094
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	4	14
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>10 959</b>	<b>6 677</b>
<b>TOTAL</b>	<b>18 105</b>	<b>14 669</b>
<i>(1) Les montants incluent les créances rattachées.</i>		
<i>(2) dont 66 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 66 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 66 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 millier d'euro en Charges générales d'exploitation (Cf. note 26 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 66 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 66 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.**

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle (1)	8 226	1 263	-5 445	-22		4 022
Sur opérations sur titres	443	243	-20			666
Sur valeurs immobilisées	63					63
Sur autres actifs						
<b>TOTAL</b>	<b>8 732</b>	<b>1 506</b>	<b>-5 465</b>	<b>-22</b>		<b>4 751</b>
<i>(1) Le flux des reprises de provisions de créances douteuses intègre l'incidence, non récurrente, du dénouement sur l'exercice d'un dossier de crédit significatif.</i>						

**Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit :</b>								
Comptes et emprunts :								
A vue	172				172		172	1 371
A terme	38 557	41 443			80 000	735	80 735	87 414
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>38 729</b>	<b>41 443</b>			<b>80 172</b>	<b>735</b>	<b>80 907</b>	<b>88 785</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>								
Comptes ordinaires								
Comptes et avances à terme								
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>38 729</b>	<b>41 443</b>			<b>80 172</b>	<b>735</b>	<b>80 907</b>	<b>88 785</b>

**Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.****11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	257 867				257 867	52	257 919	271 546
Comptes d'épargne à régime spécial :								
A vue	316 933	7 369	10 492	1 525	336 319		336 319	354 020
A terme	194 947				194 947		194 947	198 776
A terme	121 986	7 369	10 492	1 525	141 372		141 372	155 244
Autres dettes envers la clientèle :								
A vue	24 990	43 663	39 188	12 307	120 148	1 723	121 871	78 127
A vue	81				81		81	62
A terme	24 909	43 663	39 188	12 307	120 067	1 723	121 790	78 065
<b>Valeurs données en pension livrée</b>								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>599 790</b>	<b>51 032</b>	<b>49 680</b>	<b>13 832</b>	<b>714 334</b>	<b>1 775</b>	<b>716 109</b>	<b>703 693</b>



**11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	474 188	472 283
Agriculteurs	3 403	3 987
Autres professionnels	74 758	76 661
Clientèle financière	15 145	16 567
Entreprises	131 447	120 870
Collectivités publiques		
Autres agents économiques	15 393	12 425
<b>Total en principal</b>	<b>714 334</b>	<b>702 793</b>
Dettes rattachées	1 775	900
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>716 109</b>	<b>703 693</b>

**Note 12. – Dettes représentées par un titre.**

La Banque Chalus ne possède pas de dette représentée par un titre.

**Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	5 607	5 097
Versements restant à effectuer sur titres		
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>5 607</b>	<b>5 097</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert		25
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		7
Produits constatés d'avance	4 082	3 609
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	1 980	1 251
Autres charges à payer	2 251	2 231
Autres comptes de régularisation	85	252
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>8 398</b>	<b>7 375</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 005</b>	<b>12 472</b>
<i>(1) Les montants incluent les dettes rattachées.</i>		

**Note 14. – Provisions.**

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	235					235
Provisions pour autres engagements sociaux (1)	8	74		-17		65
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	262	1 187		-1 233		216
Provisions pour litiges fiscaux	1					1
Provisions pour autres litiges	213			-17		196
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	3 578	10 514		-10 228		3 864
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels	12		-12			
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (3)	435			-98		337
Autres provisions	800	221	-33	-9		979
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>5 544</b>	<b>11 996</b>	<b>-45</b>	<b>-11 602</b>		<b>5 893</b>
(1) Provision pour médaille du travail						
(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.						
(3) Voir note 15 sur l'épargne logement.						

**Note 15. – Epargne logement.**

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	9 410	15 242
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	18 992	13 678
Ancienneté de plus de 10 ans	106 198	119 597
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>134 600</b>	<b>148 516</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>21 209</b>	<b>19 914</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>155 809</b>	<b>168 430</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	719	86
Comptes épargne-logement	144	70
<b>TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>863</b>	<b>156</b>

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	29	81
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	39	40
Ancienneté de plus de 10 ans	263	307
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>331</b>	<b>428</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>338</b>	<b>435</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Banque Chalus a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 338 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 7 % pour la Banque Chalus. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 18 % pour la Banque Chalus.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Epargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 42 % du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

#### **Note 16. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.**

##### **Définitions :**

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Les engagements sociaux sont constitués pour la Banque Chalus par :

- son adhésion à la CRPB pour laquelle aucun détail de calcul de la provision n'est communiqué ;
- l'indemnité de fin de carrière dont les éléments de calcul sont indiqués ci-après.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	<b>385</b>	<b>345</b>
Coût des services rendus sur l'exercice	33	34
Coût financier	12	13
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)		-24
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-31	-17
(Gains) / pertes actuariels	-38	34
Autres mouvements		
<b>DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE</b>	<b>361</b>	<b>385</b>
(1) Au 31/12/2023, l'impact de la réforme des retraites est de 24 milliers d'euros.		

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	33	34
Coût financier	12	13
Rendement attendu des actifs	-39	-45
Coût des services passés		-24
(Gains) / pertes actuariels net	-18	-23
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>-12</b>	<b>-45</b>

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	<b>1 243</b>	<b>1 206</b>
Rendement attendu des actifs	39	45
Gains / (pertes) actuariels	22	-8
Cotisations payées par l'employeur		0
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds		
Autres mouvements		
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE</b>	<b>1 304</b>	<b>1 243</b>

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6.67 % ;
- une variation de moins de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 7.43 %.

#### Composition des actifs des régimes.

Les actifs des régimes sont constitués d'une police d'assurance souscrite chez un assureur.

La composition est la suivante : Obligations : 71.92 % ; Actions : 18.09 % ; Immobiliers : 9.99 %.

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>-361</b>	<b>-385</b>
Impact de la limitation d'actifs		
(Gains) et pertes actuariels restant à étaler	-446	-404
Juste valeur des actifs fin de période	1 304	1 243
<b>POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLOTURE</b>	<b>497</b>	<b>454</b>

Le rendement effectif des actifs du régime est de 3.00 %.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées à la clôture sont :

- un taux d'actualisation de 3.38 %
- un taux de rendement attendu des actifs du régime, pour l'exercice de 2024 de 3.17 %.

**Note 17. – Variation des capitaux propres (avant répartition)**

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecart de conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2022</b>	24 345	1 931		41 038			1 606	68 920
Dividendes versés au titre de N-2								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		80		1 527			-1 606	1
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							1 034	1 034
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2023</b>	24 345	2 011		42 565			1 034	69 955
Dividendes versés au titre de N-1								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		52		982			-1 034	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							897	897
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2024</b>	24 345	2 063		43 547			897	70 852

— Ventilation du capital :

	Nombre d'actions	Valeur nominale en milliers d'euros
Au 31/12/2024	1 623 000	24 345
Au 31/12/2023	1 623 000	24 345

**Note 18. – Composition des capitaux propres.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	70 852	69 955
Fonds pour risques bancaires généraux	26 219	26 219
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>97 071</b>	<b>96 174</b>

Note 19. – Operations sur instruments financiers a terme

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	194 400		194 400	153 000
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	194 400		194 400	153 000
Swaps de taux d'intérêt	194 400		194 400	153 000
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Fra				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles				
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré				
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
TOTAL	194 400		194 400	153 000
(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).				

**Note 20. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés :</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>31 280</b>	<b>37 459</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	31 280	37 459
<b>Engagements de garantie</b>	<b>11 589</b>	<b>3 537</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	11 589	3 537
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner		
<b>Engagements reçus :</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>309 455</b>	<b>307 562</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	30 466	31 553
Engagements reçus de la clientèle	278 989	276 009
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

**Note 21. – Engagements donnés aux entreprises liées.**

Avec la Caisse régionale Crédit Agricole Centre France :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dettes	80 000	86 000
Créances (prêts en blanc)	175 288	185 539

Engagements reçus de 20 633 k€, garantie en risques sur les entreprises.

**Note 22. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	8 947	8 649
Sur opérations internes		
Sur opérations avec la clientèle	11 396	10 184
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	639	516
Produit net sur opérations de macro-couverture	1 429	1 241
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>22 411</b>	<b>20 590</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 037	-2 793
Sur opérations internes		
Sur opérations avec la clientèle	-15 815	-13 283
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-27	
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	-3	-3
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-18 882</b>	<b>-16 079</b>
<b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES</b>	<b>3 529</b>	<b>4 511</b>

**Note 23. – Produit net des commissions.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	415		415	372	-1	371
Sur opérations internes	206	-313	-107	196	-306	-110
Sur opérations avec la clientèle	2 245	-8	2 237	2 156	-5	2 151
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	7		7	5		5
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	5 969	-826	5 143	5 642	-828	4 814
Provision pour risques sur commissions	12		12		-12	-12
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>8 854</b>	<b>-1 147</b>	<b>7 707</b>	<b>8 371</b>	<b>-1 152</b>	<b>7 219</b>

(1) Dont prestations assurance-vie : 1 060 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 986 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 24. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-242	-132
Reprises de dépréciations	20	70
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-222</b>	<b>-62</b>
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>-222</b>	<b>-62</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>-222</b>	<b>-62</b>

**Note 25. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	124	32
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions	20	200
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>144</b>	<b>232</b>
Charges diverses	-42	-26
Quote-part des opérations faites en commun	-4	-3
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions		-200
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-46</b>	<b>-229</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>98</b>	<b>3</b>



**Note 26. – Charges générales d'exploitation.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-5 134	-5 028
Charges sociales	-1 944	-1 896
- Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-403	-390
Intéressement et participation	-367	-360
Impôts et taxes sur rémunérations	-672	-662
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-8 117</b>	<b>-7 946</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	7	7
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-8 110</b>	<b>-7 939</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-75	-114
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-4 351	-4 698
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-4 426</b>	<b>-4 812</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	56	25
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-4 370</b>	<b>-4 787</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-12 480</b>	<b>-12 726</b>
(1) Dont 0 millier d'euro au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2024.		

Le montant des jetons de présence versé en 2024 aux organes d'administration s'élève à 4 milliers d'euros.

**Effectif moyen :**

– Effectif par catégorie :

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	23	25
Non cadres	106	107
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>130</b>	<b>132</b>
Dont :		
- France	130	132
- Etranger		
Dont : - Personnel mis à disposition		

Rémunération globale des dirigeants et administrateurs : 3 870 € au titre de 2024.

**Note 27. – Cout du risque.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-12 937</b>	<b>-11 224</b>
Dépréciations de créances douteuses	-1 235	-739
Autres provisions et dépréciations	-11 702	-10 485
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>16 920</b>	<b>11 203</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	5 426	579
Autres reprises de provisions et dépréciations	11 494	10 624
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>3 983</b>	<b>-21</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	-12	-14
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (2)	-788	-267
Décote sur prêts restructurés	-14	-1
Récupérations sur créances amorties	1	3
Autres pertes		
Autres produits		
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>3 170</b>	<b>-300</b>
(1) Dont 2 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 22 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.		
Le flux des reprises de provisions de créances douteuses intègre l'incidence, non récurrente, du dénouement sur l'exercice d'un dossier de crédit significatif.		
(2) Dont 786 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.		

**Note 28. – Résultat net sur actifs immobilisés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations financières</b>		
Dotations aux dépréciations		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Reprises de dépréciations		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Dotation ou reprise nette aux dépréciations		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Plus-values de cessions réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Moins-values de cessions réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>		
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles :</b>		
Plus-values de cessions		
Moins-values de cessions		
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>		
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>		

**Note 29. – Impôt sur les bénéfices.**

(En milliers d'Euros)	2024	2023
IS sur le résultat courant	237	43
IS provisionné	0	0
<b>Charge fiscale</b>	<b>237</b>	<b>43</b>

**Note 30 – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.**

La totalité de l'activité de la Banque Chalus est exercée en France dans la banque de proximité.

**Note 31. – Affectation des résultats.**

	(En Euros)
Bénéfice de l'exercice :	897 455,57
Report à nouveau créditeur :	0
Montant à affecter :	897 455,57
Affectation à la réserve légale :	44 872,78
Affectation aux autres réserves :	852 582,79

**Note 32. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.**

La Banque Chalus ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

**Note 33. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.**

Collège des Commissaires aux Comptes de Banque Chalus :

(En milliers d'euros hors taxes)	Ernst & Young	50 %	Price Waterhouse Coopers audit	50 %
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels		38		38
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)		1		1
Services autres que la certification des comptes				
<b>TOTAL</b>		<b>39</b>		<b>39</b>

**IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'Assemblée Générale de la société Banque Chalus,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Chalus relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## — Dépréciation des crédits sur une base individuelle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre société est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises et des professionnels.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2.1 « Créances et engagements par signature » de l'annexe aux comptes annuels, les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre société est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises et des professionnels, comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel que cela est indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.2 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à M€ 4.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre société afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre société relatifs à ces procédures ;</li> <li>analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</li> <li>mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li> </ul>

## — Provisions sur encours sains et dégradés :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note 2.1 « Créances et engagements par signature » de l'annexe aux comptes annuels, votre société constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre société sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux. Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente M€ 3,9 au 31 décembre 2024, comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels. Nous considérons que les provisions sur encours sains et dégradés constituent un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel que cela est indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;</li> <li>l'importance de ces provisions dans le bilan de votre société et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</li> </ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;</li> <li>la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li> <li>la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeur ;</li> </ul> </li> <li>tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des provisions dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre société sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;</li> <li>examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise.**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Chalus par votre assemblée générale du 25 mars 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 31 mars 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la neuvième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était commissaire aux comptes de 2010 à 2015 et le cabinet ERNST & YOUNG Audit de 2004 à 2009.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette

appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit**

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Bordeaux et Toulouse, le 12 mars 2025.

**Les Commissaires aux comptes :**

**PricewaterhouseCoopers Audit :**

Gaël COLABELLA ;

**Ernst & Young Audit :**

Frank ASTOUX.